



**MAIRIE DE CABRIES**

Hôtel de Ville  
Place Ange Estève  
13 480 CABRIES  
Tel : 04.42.28.14.00  
Fax : 04.42.28.14.20  
Mail : maire@cabries.fr

# ARRÊTÉ DU MAIRE

Arrêté n°2023/034/E

**Objet : autorisation d'occupation temporaire du domaine public accordé à la société « L'Olivier du Prêcheur »**

**Le maire de la commune de Cabriès**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-18, L. 2122-22 point 16° et L. 2122-23 ;

**Vu** le cadre général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L.2121-1 et L.2122-1 et suivants ;

**Vu** l'article L113-2 du code de la voirie routière ;

**Vu** les articles L4111-1 et R418-1 et suivants du code de la route ;

**Vu** la délibération n°2020/029 du 15 juillet 2020 portant délégation du conseil municipal ;

**Vu** la délibération n°2022/026 du 15 mars 2022 portant révision de la tarification de l'occupation de domaine public ;

**Considérant** la demande de Monsieur Philippe LIONS sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public pour installer son étal sur les marchés de Cabriès et de Calas dans le cadre des marchés hebdomadaires ;

**Considérant** la nécessité d'assurer le bon fonctionnement des services publics communaux ;

**ARRÊTE**

**en exécution des pouvoirs délégués susvisés,**

**ARTICLE 1 :** La société « L'Olivier du Prêcheur » représentée par M. Philippe LIONS, domiciliée 1420 chemin du Boullidou à Camaise – 13510 EGUILLES est autorisée à occuper le domaine public, pour une redevance mensuelle forfaitaire de deux euros et soixante-dix centimes par M.L. par jour, sans consommation de fluides, un mercredi et un samedi matin par mois en vue d'exploiter son étal de 2 mètres linéaires de vente d'Huile d'olives, sur les marchés de Cabriès et de Calas.

**ARTICLE 2 :** L'autorisation est accordée au bénéficiaire pour le mercredi et le samedi matin. Cette autorisation est consentie à titre onéreux selon la tarification en vigueur au jour de l'occupation, **soit 5 euros et 40 centimes par jour** sans consommation de fluides.

**ARTICLE 3 :** L'autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. Elle ne peut être vendue, cédée ou louée, même à titre gratuit. Elle ne confère aucun droit réel à son titulaire, ni de droit au renouvellement. Elle peut être retirée à tout moment et suspendue sans qu'il puisse en résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité notamment en cas de non-respect des prescriptions techniques et conditions d'assurance fixées aux articles 4 et 5 ou pour tout autre motif d'intérêt général.

**ARTICLE 4 :** L'implantation de l'étal est déterminée avec précision le jour même par un représentant de la mairie. Son installation ne doit en aucun cas entraver la libre circulation des véhicules ou des

piétons. Le bénéficiaire s'engage à tenir en parfait état de propreté l'emprise et ses abords. Si un accès électrique lui est donné, le bénéficiaire fournit le matériel nécessaire et conforme à son branchement.

**ARTICLE 5** : Le bénéficiaire doit justifier d'une assurance en cours de validité à tout moment, sur simple demande de la mairie ou des forces de l'ordre.

**ARTICLE 6** : Les accidents de toute nature qui pourraient résulter de ladite occupation du domaine public, sont de la responsabilité de l'exploitant bénéficiaire de l'autorisation, tant vis-à-vis de la collectivité, que des tiers.

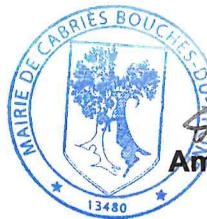
**ARTICLE 7** : Le présent arrêté sera affiché, notifié à Monsieur Philippe LIONS et publié ; ampliation en sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, représentant de l'État dans le Département, ainsi qu'au comptable public, responsable de la Trésorerie de Berre l'Étang.

**ARTICLE 8** : Le Directeur Général des Services et le Directeur Général Adjoint Culture, Sports et Vie locale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9** : Le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il est précisé que ce Tribunal peut être saisi par tout justiciable de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen », accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Cabriès, le  
Le Maire

08 Juin 2023



Amapola VENTRON

**CONVENTION D'OCCUPATION  
TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC  
Société L'Olivier du Prêcheur »**

**ENTRE, D'UNE PART :**

**La commune de CABRIÈS**

Hôtel de Ville  
Place Ange Estève  
13480 CABRIES

Et,

**La société « L'Olivier du Prêcheur »**

**Siret : 790 986 624 00019**

**Philippe LIONS**

Chemin du Boullidou à Camaisse  
13510 EGUILLES

Prise en la personne de Philippe LIONS agissant en application de ses statuts,  
Et dénommée ci-après : « le cocontractant ».

**Il a été convenu et arrêté ce qui suit :**

**PREAMBULE**

La commune est propriétaire d'un terrain sis à Cabriès, dépendant de son domaine public. Elle a décidé d'autoriser l'occupation temporaire d'un espace de 2 mètres linéaires (M.L), pour permettre l'installation d'un étal de vente d'Huile d'Olive à jours fixes, dans l'intérêt général de la commune.

Monsieur Philippe LIONS gérant de L'OLIVIER DU PRECHEUR, déclare parfaitement connaître ce souhait de la commune, et s'engage aux termes de la convention ci-après à en respecter scrupuleusement les charges et conditions, et notamment toutes les clauses exorbitantes et incompatibles avec un contrat de droit privé.

**CONDITIONS GÉNÉRALES**

**Articles 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de fixer les conditions d'occupation temporaire du domaine public de Monsieur Philippe LIONS, afin de lui permettre d'installer un étal de 2 M.L pour y exercer son activité, une fois par mois sur le marché de Cabriès et de Calas, pour la vente d'huile d'olive.

## **Article 2 : Durée de la convention**

La présente convention prend effet à compter de sa signature, pour une durée d'une année, renouvelable chaque année par reconduction expresse, au plus tard 3 mois avant l'échéance. La durée de la convention pourra être abrégée selon les clauses prévues ci-après.

## **Article 3 : Etat des lieux de l'espace et entretien**

L'occupant déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et les accepter en l'état, renonçant à réclamer aucune réduction de redevance, indemnité pour quelque motif que ce soit, notamment en cas d'erreur, défaut, non-conformité des lieux avec une réglementation quelconque.

Aucun aménagement extérieur (mobilier, etc.) sur les lieux ne sera autorisé.

L'occupant devra laisser en permanence, les lieux en bon état d'entretien et de propreté. Il devra veiller particulièrement au ramassage des déchets provenant de son activité.

L'installation de l'occupant pour les jours de marchés devra être terminée à 8h 30. Le remballage ne devra pas commencer avant 12h30.

La ville se réserve le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, avec le choix entre l'exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais de l'occupant ou une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.

Aux fins de vérification de la parfaite exécution de ces obligations, la commune pourra visiter ou faire visiter le terrain mis à la disposition par tout mandataire de son choix à quelque époque de l'année.

En cas de retard par l'occupant à exécuter ses obligations, la commune pourra les faire réaliser après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception demeuré en tout ou partie sans effet à compter d'un délai de dix jours à réception de ladite mise en demeure, les travaux de nettoyage étant réalisés aux frais, risques et périls exclusifs de Monsieur Philippe LIONS.

## **Article 4 : Publicité**

Tout affichage ou toute publicité commerciale, ne concernant pas ses activités sont interdits sur l'emplacement réservé. Les affichages des activités associatives et municipales sont autorisés.

Pour les affichages ou publicités autres que les cas précités, le titulaire devra avant toute réalisation, recueillir l'accord écrit de la commune et se conformer aux réglementations applicables, à ses frais risques et péril.

## **Article 5 : Redevance**

La présente concession est consentie et acceptée moyennant une **redevance mensuelle forfaitaire** établie sur la base de la tarification en vigueur de l'occupation du domaine public.

Celle-ci s'élève à deux euros soixante-dix par M.L et par jour, pour un étal de 2 M.L sans consommation de fluides, deux jours par mois toute l'année, Celle-ci est payable à réception du titre de recette à la trésorerie de Berre l'Etang 13130.

En cas de retard dans le règlement d'une somme quelconque due à la commune dans le cadre de la présente convention, le cocontractant sera redevable de la somme restant due majorée d'intérêts moratoires au taux légal, conformément aux dispositions de l'article L. 2125-5 du code général de la propriété des personnes publiques.

#### **Article 6 : Modalités de résiliation**

La présente convention pourra être résiliée par la commune en cas d'inexécution par le titulaire de l'une quelconque des obligations mises à sa charge en vertu de la présente convention, 15 jours calendaires après une mise en demeure par lettre recommandée accusé de réception, demeurée en tout ou partie sans effet pendant ce délai.

Par ailleurs, la présente convention sera résiliable immédiatement par simple lettre recommandée avec accusé de réception à l'initiative de la commune dans les cas suivants :

- au cas où le titulaire viendrait à cesser pour quelque motif que ce soit d'exercer l'activité décrite ci-dessus,
- en cas d'atteinte à la tranquillité, la sécurité ou à l'hygiène publique ou toute infraction à la réglementation applicable à un titre quelconque à l'activité exercée sur l'emplacement réservé mis à la disposition temporaire du titulaire.
- en cas de refus de signer et se conformer au règlement intérieur des marchés de la commune.

Dans ces cas, cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnisation. Aucune nuisance sonore de quelque nature que ce soit n'est autorisée.

En outre, la commune pourra résilier unilatéralement la présente convention pour un motif d'intérêt général. Dans tous les cas, elle en avertira le titulaire au moins un mois avant la date d'effet de ladite résiliation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception contenant le motif détaillé invoqué à l'appui de ladite résiliation.

#### **Article 7 : Régime**

Il est important d'insister sur le caractère personnel de la convention.

Celle-ci est conclue en considération du titulaire et pour l'objet ci-dessus exposé.

Toute cession partielle ou totale de la présente, à quelque modalité que ce soit, ne peut intervenir qu'après un accord préalable et express de la commune.

La présente convention est conclue sous le régime des occupations temporaires du domaine public ; l'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire (art. L 2122-2 du CG3P) et l'autorisation d'occuper le domaine public présente un caractère précaire et révocable (art. L 2122-3 du même code).

En conséquence, le titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale prévues par le décret du 30 septembre 1953 ou d'une autre réglementation susceptible de lui conférer un droit au maintien sur l'emplacement et/ou quelque autre droit.

Les litiges à l'exécution de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Marseille.

Pour l'exécution de la présente convention, les parties élisent domicile à leur adresse indiquée ci-dessus.

**Tout changement d'adresse ne sera opposable à l'autre partie que quinze jours calendaires après réception d'une notification par lettre recommandée avec accusé de réception.**

En cas de changement de domiciliation du titulaire, et à défaut pour lui de l'avoir signifié par lettre recommandée avec accusé de réception ; il est expressément convenu que toute délivrance sera valablement faite si elle l'a été au domicile indiqué en tête de la présente convention.

**Article 8 : Assurance - Recours**

L'occupant s'engage à couvrir les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée du fait de ses activités dans tous les cas où elle serait recherchée, notamment à la suite de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutifs ou non aux précédents, causés aux tiers ou aux personnes.

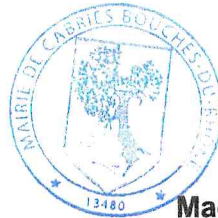
Fait à Cabriès, le

*08 Juin 2023*

En trois exemplaires originaux,

Pour le cocontractant,

Monsieur Philippe LIONS



Pour la commune,

Madame Amapola VENTRON  
Maire de Cabriès

*AN  
AL*